

Communauté de communes Anjou Loir et Sarthe
Débat d'Orientations Budgétaires
Jeudi 2 février 2023

Rapport de gestion budgétaire 2023

SOMMAIRE :

| | |
|--------------------------------|---------------|
| Le contexte général : | pages 3 à 10 |
| La loi de finances 2023 : | pages 11 à 21 |
| Le pacte financier et fiscal : | pages 22 à 25 |
| La fiscalité : | pages 26 à 31 |
| Les données rétrospectives : | pages 32 à 43 |
| Les données prospectives : | pages 44 à 57 |
| La dette : | pages 58 à 62 |
| Les ressources humaines : | pages 63 à 69 |

Contexte général

Source Caisse d'Épargne et
FinanceActive



Rétrospective de l'année 2022

Reprise de l'économie post covid

Source : finances actives

Après les nombreuses vagues de confinement et de plans sanitaires, les acteurs économiques ont pu reprendre le cours de leur vie et en particulier recommencer à consommer. De ce fait, l'activité économique s'est relancée de manière très rapide et des pénuries, notamment sur les semi-conducteurs, sont apparues mettant en tension de nombreux secteurs.

Ces goulots d'étranglement ont été notamment responsables de l'augmentation du prix d'un certain nombre de matières premières et biens manufacturés dès les premiers mois de l'année 2022 se traduisant par une inflation déjà préoccupante.

La Chine a maintenu quant à elle une politique dite de « zéro Covid » très restrictive sur l'ensemble de l'année. De nombreux Chinois ont été confinés à la moindre suspicion de Covid et les entreprises sont restées à l'arrêt pendant des jours. L'ancienne usine du monde ne peut plus fournir ses clients et a renforcé les pénuries déjà constatées



La guerre en Ukraine

Source : finances actives

Le 24 février 2022, la Russie décide d'envahir la région du Donbass en Ukraine, rappelant aux Européens que les guerres ne se déclenchent pas qu'en dehors du vieux continent.

La guerre, dont beaucoup de personnes pensaient qu'elle allait être éclaircie, dure maintenant depuis plus de 10 mois. Les conséquences indirectes de cette guerre ont souligné la dépendance de beaucoup de pays européens à l'Ukraine et à la Russie. Les exportations russes d'énergies fossiles ont fortement diminué, entraînant certains pays dans une situation énergétique précaire, notamment l'Allemagne qui dépend de Moscou pour son approvisionnement en gaz.

L'offre de gaz étant donc en baisse sur la scène internationale avec une demande toujours soutenue, le prix du gaz a mécaniquement augmenté entraînant une crise énergétique de grande ampleur. Cela viendra alimenter les tensions inflationnistes déjà constatées avec la reprise de l'activité économique post-COVID

Hausse de l'inflation mondiale

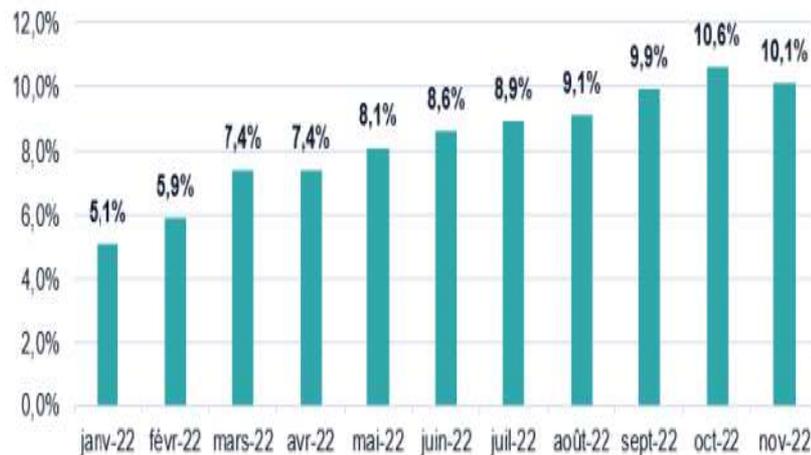
Source : finances actives

○ De nombreux facteurs ont eu un impact sur l'évolution des prix au cours de l'année 2022 :

- La reprise de l'économie post-pandémie et les pénuries engendrées ;
- Le conflit qui s'est déclaré dans l'Est et l'impact sur le prix des matières énergétiques et des denrées alimentaires ;
- Et enfin, les récoltes de 2022 ont été lourdement impactées par les températures observées pendant l'année. Selon les études de l'INSEE, les prix des produits agricoles à la production ont augmenté encore de 13,0% en novembre 2022.

Ces éléments ont eu un impact à la hausse sur l'augmentation des prix avec une inflation, longtemps en dessous de 2%, qui va atteindre des sommets de plus de 10% en zone euro. **Dans la zone euro et en France, la hausse des prix à la consommation n'a cessé d'augmenter depuis début 2022, atteignant 10,1% pour la zone euro et 6,2% pour la France en novembre 2022.**

Evolution des taux d'inflation européen en 2022



Source : Eurostat



Normalisation monétaire mondiale

Source : finances actives

La réponse des banques centrales face à ces niveaux d'inflation problématiques s'est traduite par entrée dans un cycle de normalisation monétaire. Un des objectifs principaux de ces établissements étant la stabilité des prix et donc un maintien de l'inflation sur un niveau proche de 2%.

La BCE (banque centrale européenne) a suivi la FED sur sa politique de normalisation monétaire et pour la première fois depuis 2011, a entamé une hausse de ses taux directeurs. Quatre hausses ont eu lieu dans l'année 2022, ce qui a fait une hausse cumulée de 2,50% :

- 2,00% pour la facilité de dépôt ;
- 2,50% pour les opérations principalement de refinancement ;
- 2,75% pour la facilité de prêt marginal.



Croissance et inflation attendues sur les années à venir en France

Source : finances actives

○ La croissance économique a été marquée par un ralentissement en 2022 avec 2,6% de croissance annuelle du PIB contre 6,8% en 2021. Ce ralentissement est principalement dû au contexte de hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. En effet, l'inflation engendrée a pesé sur la consommation des ménages et la production de biens et de services. La normalisation monétaire initiée par la banque centrale européenne va également jouer à la baisse sur la croissance compte tenu du renchérissement des crédits et donc de la baisse de la capacité à investir des acteurs économiques.

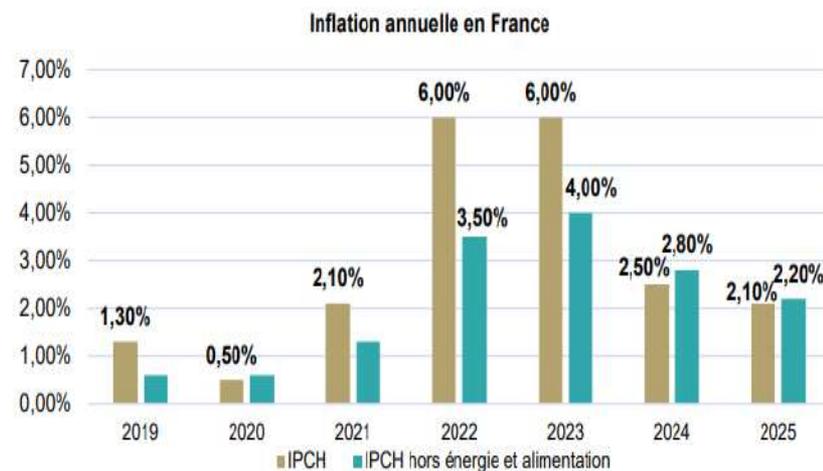
○ La Banque de France estime un deuxième ralentissement de la croissance en 2023 avec un taux compris entre - 0,30% et 0,80% compte tenu des tensions inflationnistes sur le secteur de l'énergie et l'incertitude sur l'issue de la guerre en Ukraine. Une récession, c'est-à-dire un recul du PIB sur deux trimestres consécutifs, est envisagée mais avec un impact limité dans son amplitude et dans le temps. Les marges des entreprises françaises pourraient continuer à se réduire notamment à cause de la hausse des salaires attendue et de la stagnation de la productivité des salariés. Le prix de l'énergie se répercutera également sur ces marges. Selon une enquête de la Banque de France, 20% des entreprises considèrent que le prix de l'énergie aura un impact sur leurs marges futures alors que la productivité du travail n'augmenterait que de 0,2%. L'investissement des entreprises diminuerait ainsi de facto en 2023 avec la baisse de leur rentabilité. Les prévisions de croissance pour 2024 ont été revues à la baisse. **En septembre 2022, les économistes de la Banque de France prévoyaient un taux de croissance de 1,80% pour 2024 contre 1,20% en décembre 2022. Cette baisse de 60 points de base est due à la remontée des taux d'intérêt plus élevée que prévue, une inflation plus prononcée et enfin à la baisse de la demande des acteurs économiques.**

Croissance et inflation attendues sur les années à venir en France

Source : finances actives

L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), est estimée à 6% pour l'année 2022. Les prix de l'énergie contribuent pour beaucoup, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire retraitée des prix de l'énergie et de l'alimentation, serait de 3,5% pour 2022. **Les économistes de la Banque de France prévoient en 2023 à nouveau 6% d'inflation.** La hausse de l'IPCH reste stimulée par le prix de l'énergie et notamment la fin des aides de l'Etat sur le carburant, la diminution de la prise en charge liée au bouclier tarifaire et la renégociation des contrats d'énergie des entreprises. Le secteur des services continue de connaître une augmentation de ses prix due au dynamisme du marché du travail entraînant des hausses de salaires. Pour faire face à une certaine pénurie de main d'œuvre, la France compte créer un titre de séjour pour les métiers en tension.

L'inflation serait amenée à ralentir en 2024 et en 2025 avec une détente sur les prix de l'énergie et l'impact de la normalisation monétaire. Le pouvoir d'achat des ménages pourrait repartir à la hausse après des années de diminution. Les augmentations de salaire combinées à la baisse des prix de l'énergie expliqueraient cette situation favorable aux ménages



Source : Banque de France



Croissance atone et inflation qui ralentit en zone euro

Source : finances actives

- L'économie de la zone euro a été très dynamique au premier semestre de l'année 2022. Ensuite elle s'est mise à ralentir sous l'effet de la guerre en Ukraine et des tensions inflationnistes. Selon les dernières estimations de l'OCDE, la croissance économique devrait se situer autour de 3% pour l'année 2022. Les mesures de politiques monétaires prises par la Banque centrale européenne (BCE) pour lutter contre l'inflation devraient entraîner un ralentissement de l'activité économique en 2023 (+ 0,5 %)
- Le marché du travail est resté tendu en 2022 et subit également des pénuries de main d'œuvre. En 2022, le taux de chômage a baissé et s'est établi autour de 6% malgré le ralentissement de l'activité économique, les tensions inflationnistes et le contexte international marqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le taux de chômage devrait repartir à la hausse à partir du second trimestre 2023 et s'établir à 7 %.
- L'inflation même si elle reste élevée, a connu un ralentissement au mois de décembre. Elle s'est établie à 9,2% (selon L'Echo) contre 10,0% en novembre. Ce niveau moins important au mois de décembre

Loi de finances 2023

Cotisation à la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : une suppression en deux temps

Sources : Finance Active

Calendrier de mise en œuvre de la mesure

La CCALS a perçu en 2022,
1 366 K€ de CVAE

| | 2023 | 2024 et suivant |
|--------------|--|------------------------|
| ENTREPRISES | Taux CVAE réduit de moitié | Suppression de la CVAE |
| COLLECTIVITE | Dès 2023, perte de la CVAE et compensations des exonérations de CVAE | |

CVAE : une compensation en deux parts

Sources : Finance Active

Calcul de la compensation

| | Calcul de la compensation |
|---------------------------------|--|
| PART 1 : part individuelle fixe | Moyenne CVAE entre 2020 et 2023 + compensation d'exonération de CVAE entre 2020 et 2023 |
| PART 2 : part « dynamique » | Reversement en fonction de l'évolution de la TVA nationale (départements) ou territorialisée (bloc communal) <i>Modalités à définir</i> |
| Reliquat de l'année 2023 | Versement sous forme de dotation d'investissement abondant le plan vert <i>Modalités à définir</i> |

Mesures d'aides aux collectivités face à l'inflation énergétique

Sources : la Banque postale

Amortisseur électricité

1^{er} janvier 2023 – 31 décembre 2023

Réduction du prix de l'électricité hors acheminement et taxes : prise en charge directement par l'État de 50 % du surcoût au-delà de 180 €/ MWh (plafond à 500 €/ MWh)

[Loi de finances pour 2023, Décret n° 2022-1774 du 31 décembre 2022](#)

1 Md€ d'aide aux collectivités

Collectivités bénéficiaires : « Toutes les collectivités territoriales ou leurs groupements, quelle que soit leur taille ». Les services publics industriels et commerciaux (SPIC) sont également éligibles. Les clients doivent attester de leur éligibilité auprès de leur fournisseur afin de pouvoir activer l'amortisseur pour le contrat donné : un modèle d'attestation sur l'honneur est disponible dans le [Décret](#) afférent.

En tant que coordonnateur du groupement d'achat d'électricité, le SIEML va centraliser les attestations « amortisseur électricité » pour les contrats d'une puissance inférieure à 36 Kva dont le prix de notre marché est légèrement supérieur au seuil des 180 € /MWh

Pour CCALS : amortisseur sur une petite partie de notre consommation

Un nouveau filet de sécurité pour 2023

Sources : la Banque postale

Filet de sécurité

2022

Dotation (possibilité d'acompte) : prise en charge de **70 % de la hausse des dépenses d'énergie, élec. et chauffage urbain** et **produits alim.** et de **50 % de la hausse de la masse salariale** (dépenses au titre du budget principal et des budgets annexes).

430 M€

[Loi de finances pour 2022, Décret n° 2022-1314 du 13 octobre 2022](#)

Bénéficiaires : **communes et leurs groupements** : **(i)** si épargne brute au 31 décembre 2021 représente moins de **22 %** des recettes réelles de fonctionnement, **(ii)** si baisse de plus de **25 %** d'épargne brute en 2022 et **(iii)** pour les communes, un **potentiel financier par habitant** inférieur au double de la moyenne de leur strate démographique et pour les **EPCI à fiscalité propre**, un potentiel fiscal par habitant inférieur au double de la moyenne de leur groupe.

2023

Dotation (possibilité d'acompte) : prise en charge de **50 % de la différence entre la hausse des dépenses d'énergie, d'élec. et chauffage urbain** (au titre du budget principal et des budgets annexes) et **50 % de l'augmentation des recettes réelles de fonctionnement entre 2023 et 2022.**

1,5 Md€ d'aide aux collectivités

[Loi de finances pour 2023](#)

Bénéficiaires : **collectivités locales** : **(i)** si baisse de plus de **15%** d'épargne brute en 2023 et **(ii) critère de potentiel financier par habitant** pour les communes et départements (inférieur au double de la moyenne respectivement des communes du même groupe démographique et constatée au niveau national) et **critère de potentiel fiscal par habitant** pour les EPCI à fiscalité propre (inférieur au double de la moyenne des établissements de la même catégorie).

Le dispositif tiendra compte des baisses de dépenses d'énergie au titre de l'*amortisseur électricité* (dispositifs cumulables).

La réforme des indicateurs financiers

Sources : Finance Active

→ LES INDICATEURS FINANCIERS PRINCIPAL PARAMETRE DANS LE CALCUL DES DOTATIONS

LE RÔLE DES INDICATEURS FINANCIERS

LE POTENTIEL FISCAL : C'est un indicateur de richesse fiscale. Il correspond à la somme que produirait les taxes directes de la collectivité si l'on appliquait aux bases le taux moyen national d'imposition. Il mesure la capacité qu'à la collectivité à lever des produits fiscaux sur son territoire.

LE POTENTIEL FINANCIER : correspond au potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire perçue par les communes.

L'EFFORT FISCAL : permet de mesurer la pression fiscale exercée sur le territoire de la collectivité. Il est constitué du rapport entre les produits fiscaux levés sur le territoire de la commune (commune et EPCI) et le potentiel fiscal.

L'UTILISATION DES INDICATEURS DANS LE CALCUL DES DOTATIONS

La Dotation de Solidarité Rurale (DSR)
La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)
La Dotation Nationale de Péréquation (DNP)
LE FSRIF (attribution et contribution)
LE FPIC (attribution et contribution)

La Dotation de Solidarité Rurale (DSR)
La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)
La Dotation Nationale de Péréquation (DNP)
LE FPIC (attribution)

La réforme des indicateurs financiers

Application dégressive

Sources : Finance Active

Mise en place d'une fraction de correction de 2022 à 2027

Objectif : limiter l'impact de la réforme en lissant sa mise en place dans le temps

La LF 2023 maintient la fraction de correction à 100% pour l'EF en 2023 sur recommandation du CFL



La réforme des indicateurs financiers

Impacts possibles du nouveau potentiel fiscal et financier

Sources : Finance Active

LA REFORME DES INDICATEURS FINANCIERS

→ CONSEQUENCES SUR LES DOTATIONS ET LES FONDS DE PEREQUATION

Mesure de l'impact possible de la hausse plus importante que la moyenne du potentiel fiscal et financier

✘ Perte de l'éligibilité

- ▲ Part principale de la DNP
- ▲ 3 fractions de la DSR
- ▲ DSU
- ▲ FPIC (bénéficiaire)
- ▲ FSRIF (bénéficiaire)

↘ Diminution des attributions

- ▲ Part principale DNP
- ▲ 3 fractions de la DSR
- ▲ DSU
- ▲ FPIC
- ▲ FSRIF

↗ Hausse des contributions

- ▲ Ecrêtement DF
- ▲ FPIC
- ▲ FSRIF

A contrario dans le cas d'une hausse moins importante que la moyenne les évolutions seront inverses

La réforme des indicateurs financiers

Impacts possibles du nouvel Effort fiscal

Sources : Finance Active

LA REFORME DES INDICATEURS FINANCIERS

⇒ CONSEQUENCES SUR LES DOTATIONS ET LES FONDS DE PEREQUATION

Mesure de l'impact possible d'une diminution de l'effort fiscal plus importante que la moyenne

✘ Perte de l'éligibilité

- ▲ Part principale de la DNP
- ▲ Reversement FPIC

↘ Diminution des versements

- ▲ Part principale DNP
- ▲ 3 fractions DSR
- ▲ DSU
- ▲ FPIC

A contrario dans le cas d'une hausse moins importante que la moyenne les évolutions seront inverses



FPIC

Des évolutions annoncées

Sources : Finance Active

Une modification du régime de garantie...

| | | Année de versement de la garantie | | | |
|-----------------------|------------------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | N | N+1 | N+2 | N+3 |
| Année d'inéligibilité | 2022 | 50% du montant N-1 | 0€ | 0€ | 0€ |
| | À partir de 2023 | 90% du montant N-1 | 70% du montant N-2 | 50% du montant N-3 | 25% du montant N-4 |

...suppression du critère d'exclusion d'éligibilité

| Critère d'éligibilité au reversement | | |
|--------------------------------------|--|------|
| | Jusqu'en 2022 | 2023 |
| Critère principal | 60% des EI classés selon un indice synthétique prenant en compte le PFIA (20%) le revenu par habitant (60%) et l'effort fiscal (20%) | |
| Exclusion | EI dont l'effort fiscal agrégé est < 1 | - |

À la suite de la réforme des indicateurs financiers mise en place par la loi de finances de 2022, le PLF 2023 dans une logique de cohérence, prévoit de supprimer le critère d'exclusion du reversement du FPIC en raison d'un effort fiscal agrégé (EFA) inférieur à 1. On risque donc d'assister à une augmentation des collectivités éligibles au reversement du FPIC

Création d'un fonds vert

Sources : Finance Active

Mise en place de mesures d'accélération de la transition écologique

- ▲ Création d'un fonds d'accélération de la transition écologiques dans les territoires, aussi appelé « fonds vert ».

| | Enveloppe 2023 | Eligibilité | Objet |
|-------------------|----------------|---|--|
| Fonds vert | 2 Mds€ | Communes et EPCI à fiscalité propre en métropole ainsi que les PETR | Rénovation thermique, transition énergétique, mise aux normes; adaptation au changement climatique ; amélioration des friches ; mise en place de zones à faible émission |

- ▲ Augmentation du montant de la dotation « biodiversité » de 5,7 millions d'euros pour atteindre un total de 30 millions d'euros en 2023.

Le pacte financier et fiscal

Un outil de gestion du territoire basé sur un bilan financier et fiscal du territoire et partagé par les communes membres et la communauté de communes. Il permet de définir les projets prioritaires de la communauté de communes et sert ainsi de socle au projet communautaire



Le pacte financier et fiscal

Tel qu'il a été adopté le 7 juillet 2022

ACTION N° 1 - FISCALITE : Les parties s'engagent à s'informer mutuellement, en amont de leur délibération, de toute modification de taux de fiscalité ou d'exonérations fiscales permettant d'anticiper la détermination de la fiscalité de l'EPCI (en raison des règles de lien des taux entre communes et EPCI) – Les parties considèrent que la fiscalité pourra être un levier financier complémentaire du pacte financier.

ACTION N° 2 – FPIC : Les parties s'engagent à appliquer le droit commun concernant le Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales

ACTION N°3 – ATTRIBUTION DE COMPENSATION (AC) : Les parties s'engagent à proposer à leurs instances une répartition dérogatoire des attributions de compensation avec contributions de certaines communes permettant ainsi de compenser les attributions de compensation négatives des petites communes concernées.

Les attributions de compensation : répartition dérogatoire libre

| | | AC 2022 votées 4 février 22 | | | proposition AC lissée sur 3 ans | | Ecart sur 3 ans | | Nouvelle proposition AC lissée sur 5 ans | | Ecart sur 5 ans | | impact sur AC 2022 | | Nouvelle AC 2022 | | Nouvelle AC 2023 | | Nouvelle AC 2024 | | Nouvelle AC 2025 | | Nouvelle AC 2026 | | |
|--|--------------|--------------------------------|-----------|---------|------------------------------------|-----------------|--------------------|-----|---|----------------|--------------------|------------------|-----------------------|------------------|---------------------|--|---------------------|--|---------------------|--|---------------------|--|---------------------|--|--|
| | | habitants | € | €/hab. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| en bleu les communes contributrices | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CORNILLE LES CAVES | 484 | 136 110 | 281 | 126 582 | 262 | -9 528 | 120 230 | 248 | -15 880 | -3 176 | 132 934 | 129 758 | 126 582 | 123 406 | 120 230 | | | | | | | | | | |
| DURTAL | 3445 | 782 002 | 227 | 703 802 | 204 | -78 200 | 651 669 | 189 | -130 333 | -26 067 | 755 935 | 729 869 | 703 802 | 677 735 | 651 669 | | | | | | | | | | |
| HUILLE LEZIGNE | 1340 | 178 269 | 133 | 178 269 | 133 | 0 | 178 269 | 133 | 0 | 0 | 178 269 | 178 269 | 178 269 | 178 269 | 178 269 | | | | | | | | | | |
| MORANNES/SARTHE DAUMERAY | 3716 | 327 029 | 88 | 304 137 | 82 | -22 892 | 288 876 | 78 | -38 153 | -7 631 | 319 398 | 311 768 | 304 137 | 296 506 | 288 876 | | | | | | | | | | |
| SEICHES SUR LE LOIR | 3000 | 219 017 | 73 | 197 115 | 66 | -21 902 | 182 514 | 61 | -36 503 | -7 301 | 211 716 | 204 416 | 197 115 | 189 814 | 182 514 | | | | | | | | | | |
| LES RAIRIES | 1031 | 71 114 | 69 | 71 114 | 69 | 0 | 71 114 | 69 | 0 | 0 | 71 114 | 71 114 | 71 114 | 71 114 | 71 114 | | | | | | | | | | |
| CORZE | 1904 | 112 347 | 59 | 112 347 | 59 | 0 | 112 347 | 59 | 0 | 0 | 112 347 | 112 347 | 112 347 | 112 347 | 112 347 | | | | | | | | | | |
| MARCE | 850 | 40 748 | 48 | 40 748 | 48 | 0 | 40 748 | 48 | 0 | 0 | 40 748 | 40 748 | 40 748 | 40 748 | 40 748 | | | | | | | | | | |
| JARZE VILLAGES | 2793 | 97 767 | 35 | 90 923 | 33 | -6 844 | 86 360 | 31 | -11 407 | -2 281 | 95 486 | 93 204 | 90 923 | 88 642 | 86 360 | | | | | | | | | | |
| ETRICHE | 1582 | 36 091 | 23 | 36 091 | 23 | 0 | 36 091 | 23 | 0 | 0 | 36 091 | 36 091 | 36 091 | 36 091 | 36 091 | | | | | | | | | | |
| MONTREUIL S/ LOIR LA CHAPELLE SAINT LAUD | 578 | 9 823 | 17 | 9 823 | 17 | 0 | 9 823 | 17 | 0 | 0 | 9 823 | 9 823 | 9 823 | 9 823 | 9 823 | | | | | | | | | | |
| LAUD | 768 | 6 147 | 8 | 6 147 | 8 | 0 | 6 147 | 8 | 0 | 0 | 6 147 | 6 147 | 6 147 | 6 147 | 6 147 | | | | | | | | | | |
| MONTIGNE LES RAIRIES | 422 | 2 951 | 7 | 2 951 | 7 | 0 | 2 951 | 7 | 0 | 0 | 2 951 | 2 951 | 2 951 | 2 951 | 2 951 | | | | | | | | | | |
| BARACE | 595 | -5 954 | -10 | 0 | 0 | 5 954 | 0 | 0 | 5 954 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | | | |
| SERMAISE | 349 | -6 628 | -19 | 0 | 0 | 6 628 | 0 | 0 | 6 628 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | | | |
| CHEFFES | 1004 | -13 123 | -13 | 0 | 0 | 13 123 | 0 | 0 | 13 123 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | | | |
| TIERCE | 4449 | -50 121 | -11 | -55 133 | -12 | -5 012 | -58 474 | 1 | -8 353 | -1 671 | -51 792 | -53 462 | -55 133 | -56 804 | -58 474 | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 28310 | 1 943 589 | 69 | | | -118 673 | | | -214 925 | -48 126 | 1 921 168 | 1 873 042 | 1 824 916 | 1 776 790 | 1 728 664 | | | | | | | | | | |

Les prévisions budgétaires 2023 pour les AC à verser et à recevoir par la CCALS tiennent compte de ce pacte financier et fiscal et donc des nouvelles AC 2023 mentionnées ci-dessus



Le pacte financier et fiscal

ACTION N°4 – FONDS DE CONCOURS : Les parties s'engagent à établir un règlement des fonds de concours des communes vers la CCALS :

- a) Pour la création de nouveaux équipements communautaires liés à la petite enfance, enfance-jeunesse et à la culture – les communes d'implantation devront participer au financement global de l'opération par un fonds de concours d'investissement avec valorisation éventuelle du don du foncier
- b) Pour le fonctionnement des médiathèques communautaires – les communes d'implantation devront participer au financement des frais de fonctionnement via un fonds de concours (une recette de 10 K€ est prévue au BP 2023)
- c) Pour le projet de déviation Nord à SEICHES SUR LE LOIR, la commune d'implantation devra participer au financement de l'opération via un fonds de concours

ACTION N°5 – REVERSEMENTS FISCALITE Taxe d'Aménagement et Taxes Foncières : Les parties s'engagent à respecter les délibérations et conventions actées par la CCALS en 2017/2018 fixant les modalités de reversement de la taxe d'aménagement et des taxes foncières.

ACTION N°6 – Plan Pluriannuel d'Investissement : Les parties s'engagent à échanger sur les investissements prioritaires pour le territoire, afin de définir un PPI communautaire. Dans ce cadre, Il est à noter que les élus souhaitent abandonner la création d'un nouveau siège social communautaire et privilégient l'extension du siège social actuel, sis 103 rue Charles Darwin pour permettre à tous les agents administratifs d'être regroupés sur un seul site.

Fiscalité

Coefficient de revalorisation forfaitaire des bases fiscales 2023 : +7,1% en 2023

Source : la Banque Postale

Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales

Coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales



Règles de lien entre les taux en 2023

Sources : la Banque Postale

EPCI à fiscalité professionnelle unique (FPU)

Prise en compte de la variation entre n-1 et n (entre n-2 et n-1 pour la CFE)

TFPB : variation libre

TFPNB : variation ne peut être > variation taux TFPB

CFE : variation ne peut être > variation taux TFPB (taux consolidé C+EPCI) (ou variation taux moyen pondéré consolidé FB+FNB si plus faible)

THRS : variation ne peut être > variation taux TFPB (ou variation taux moyen pondéré consolidé FB+FNB si plus faible)*

Si taux consolidé TFPB baisse => autres taux doivent baisser (à l'inverse autres taux peuvent baisser sans baisser le taux de TFPB)

*Une ambiguïté existe quant à la référence au seul taux de l'EPCI ou au taux consolidé C+EPCI

| En K | Bases 2021 notifiées | Bases 2022 = Bases 2021 + 3,4% | Bases 2023 = Bases 2022 + 7,1% |
|--------------------------------------|-------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Taxe foncière /non bâti | 2 403 | 2 463 | 2 638 |
| Taxe foncière (bâti) | 23 229 | 24 215 | 25 934 |
| Cotisation Foncière des Ets (CFE) | 9 381 | 9 833 | 10 531 |

| LES RESSOURCES de la CCALS en K€ | CA 2021 | CA 2022 | BP 2023 |
|---|--------------|--------------|--------------|
| FISCALITE - IMPOTS LOCAUX - CONTRIBUTIONS DIRECTES | | | |
| Taxe additionnelle /non bâti | 53 | 58 | 56 |
| Taxe foncière /non bâti | 44 | 44 | 48 |
| Taxe foncière (bâti) | 232 | 487 | 778 |
| Cotisation Foncière des Ets (CFE) | 1 977 | 2 089 | 2 238 |
| sous-total | 2 306 | 2 677 | 3 120 |
| Cotisation sur la Valeur ajoutée des entreprises (CVAE) | 1 486 | 1 366 | |
| Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) | 197 | 202 | 197 |
| Imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) | 126 | 157 | 128 |
| Rôles complémentaires CFE, TH et IFER | 136 | 386 | |
| sous-total | 1 944 | 2 110 | 324 |

Augmentation des bases 2023 de
+ 7,1 %

Le BP 2023 est construit sur la base
d'une augmentation des taux de 3% au
lieu de 2% pour la TFB (+ 291 K€) **MAIS**
nous attendons la notification des
bases définitives qui pourraient être
supérieures à nos estimations et ainsi
éviteraient d'augmenter ce taux

Le taux actuel de CFE est de 21,25%.
Nous attendons une réponse des
services fiscaux pour savoir s'il est
possible de l'augmenter compte tenu
de la suppression de la CVAE

Suppression de la CVAE dès 2023 pour
les collectivités compensées par une
fraction de TVA égale à la moyenne des
montants de CVAE perçues entre 2020
et 2023

Dont 320 K€ de rôle complémentaire
de CFE – En attente de confirmation si
recette pérenne

TFB : Exemple de l'impact sur les ménages de l'augmentation des bases (+7,1%) et des taux sur une base locative égale à 2 000 € en 2021

| BASE 2021 | TFB | | TOTAL |
|-----------|---------|-------|---------|
| | COMMUNE | CCALS | |
| | 59,00% | 1% | |
| 2 000 € | 1 180 € | 20 € | 1 200 € |

| BASE 2022 = BASE 2021 x 3,4% | TFB | | TOTAL |
|------------------------------------|---------|-------|---------|
| | COMMUNE | CCALS | |
| | 59,00% | 2% | |
| 2 068 € | 1 220 € | 41 € | 1 261 € |

| BASE 2023 = BASE 2022 x 7,1% | TFB | | TOTAL |
|------------------------------------|---------|-------|---------|
| | COMMUNE | CCALS | |
| | 59,00% | 3% | |
| 2 215 € | 1 307 € | 66 € | 1 373 € |

Impact augmentations des bases et du taux de FB à 3% sans prendre en compte une possible augmentation des taux par la commune :

**+112€ (+ 8,88% entre 2022 et 2023)
dont 25 € pour la CCALS**

**+173€ (+12,60% entre 2021 et 2023)
dont 46 € pour la CCALS**

| LES RESSOURCES de la CCALS en K€ | CA 2021 | CA 2022 | BP 2023 |
|--|------------|------------|---------|
| FISCALITE REVERSEE PAR L'INTERMEDIAIRE D'UN FONDS | | | |
| Fonds national de garanties individuelles des ressources (FNGIR) | 302 | 302 | 302 |
| Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) | 291 | 294 | 294 |
| Taxe GEMAPI | | 75 | 100 |
| AUTRES TAXES (Réforme de la Taxe d'habitation) | | | |
| Taxe d'habitation | 169 | 186 | 200 |
| Fraction de TVA | 1 983 | 2 174 | 3 667 |
| DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT | | | |
| Dotation d'intercommunalité | 195 | 215 | 215 |
| Dotation de compensation des groupements de | 919 | 899 | 899 |
| ATTRIBUTIONS DE PEREQUATION ET DE COMPENSATION | | | |
| Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle | 151 | 151 | 151 |
| Allocations compensatrices CET, TH et TF | 939 | 991 | 991 |

Attention, à l'impact de la réforme du calcul des ratios financiers qui pourra faire varier l'enveloppe globale de péréquation du FPIC à compter de 2023 et/ou augmenter le montant du reversement

Taxe GEMAPI : produit attendu de 100 K€

Prévision de revalorisation de +2% du reversement de la fraction de TVA auquel s'ajoute la fraction de TVA pour compensation de la perte de la CVAE

**Données
Financières
Rétrospectives
(en K€)**

EXERCICE 2022 – RESULTATS PREVISIONNELS et CAF EN K€

Budget général et budgets annexes (CAF corrigée)

| | BUDGET GENERAL | DEVPT ECO | ZA | AURORE | ASS COLL | SPANC | TOTAL |
|---|----------------|--------------|---------------|------------|--------------|----------|---------------|
| FONCTIONNEMENT | | | | | | | |
| + Recettes de fonctionnement | 17 181 | 2 551 | 4 836 | 127 | 1 585 | 99 | 26 380 |
| ■ Dépenses de fonctionnement | 17 686 | 1 568 | 4 836 | 127 | 1 276 | 96 | 25 590 |
| ■ Résultat d'exercice | -505 | 983 | 0 | 0 | 309 | 3 | 790 |
| Résultat antérieur | 7 067 | 700 | 0 | 0 | 1 402 | 4 | 9 174 |
| Résultat cumulé de fonctionnement | 6 562 | 1 683 | 0 | 0 | 1 711 | 7 | 9 964 |
| INVESTISSEMENT | | | | | | | 0 |
| + Recettes d'investissement | 3 204 | 1 804 | 4 467 | 1 041 | 1 190 | | 11 705 |
| ■ Dépenses d'investissement | 1 906 | 2 249 | 4 726 | 173 | 1 055 | | 10 109 |
| ■ Résultat d'exercice | 1 298 | -445 | -259 | 867 | 135 | | 1 596 |
| Résultat antérieur | 706 | -110 | -3 656 | -41 | 39 | | -3 062 |
| Résultat cumulé d'investissement | 2 004 | -555 | -3 916 | 827 | 174 | | -1 466 |
| RESULTAT GLOBAL D'EXERCICE (fonctionnement + investissement) | 793 | 538 | -259 | 867 | 444 | 3 | 2 386 |
| RESULTAT GLOBAL CUMULE (fonctionnement + investissement) | 8 566 | 1 128 | -3 916 | 827 | 1 885 | 7 | 8 498 |
| CALCUL DE LA CAF (capacité d'autofinancement) | | | | | | | |
| Résultat de l'exercice en fonctionnement | -505 | 983 | 0 | 0 | 309 | 3 | 790 |
| + Dotations aux amortissements * | 4 105 | 808 | 0 | 0 | 675 | 0 | 5 587 |
| ■ Reprises de subventions * | 2 584 | 1 490 | 0 | 0 | 264 | 0 | 4 338 |
| ■ CAF Brute | 1 021 | 301 | 0 | 0 | 719 | 3 | 2 044 |
| ■ Remboursement capital de la dette | 129 | 366 | 122 | 50 | 349 | 0 | 1 017 |
| ■ CAF Nette | 892 | -65 | -122 | -50 | 370 | 3 | 1 028 |

* Après retraitement des opérations exceptionnelles de cessions + nettoyage inventaire



TOUS BUDGETS

Résultats cumulés

Le résultat cumulé de tous nos budgets à fin 2022 s'élève à **8 498 K€**
(dont 1M€ d'emprunt encaissé au budget annexe ZA de l'Aurore)
contre 6 112 K€ en 2022 soit **+ 2 386 K€ dont :**

- + 790 K€ en résultat cumulé de fonctionnement
- et + 1 596 K€ en résultat cumulé d'investissement

BUDGET GENERAL

Evolution des résultats de fonctionnement depuis 2020

| Budget général | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2022 (hors écriture except.) | Evolution CA2022 /CA2021 en % hors op. ordre et écriture except. | Evolution CA2022 /CA2021 en K€ hors op. ordre et écriture except. |
|--|---------------|---------------|---------------|------------------------------------|---|--|
| + Recettes de fonctionnement | 14 003 | 15 483 | 17 181 | 15 973 | 1,91% | 290 |
| 70 Produits des services, du domaine et ventes | 2 931 | 3 302 | 3 132 | 3 132 | -5,14% | -170 |
| 73 Impôts et taxes | 7 275 | 7 107 | 7 905 | 7 905 | 11,23% | 798 |
| 74 Dotations, subventions | 3 587 | 4 478 | 4 233 | 4 233 | -5,48% | -245 |
| 75 Autres produits de gestion courante | 62 | 292 | 70 | 70 | -0,71% | -2 |
| 77 Produits exceptionnels | 56 | 214 | 1 301 | 93 | -49,47% | -106 |
| 78 Reprises sur provisions | | | 20 | 20 | | 20 |
| 013 Atténuation de charges | 55 | 58 | 53 | 53 | -8,75% | -5 |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 38 | 32 | 466 | 466 | | |
| - Dépenses de fonctionnement | 13 898 | 14 692 | 17 686 | 15 407 | 6,61% | 898 |
| 011 Charges à caractère général | 1 539 | 1 652 | 2 019 | 2 019 | 22,20% | 367 |
| 012 Charges de personnel | 5 447 | 6 110 | 6 915 | 6 915 | 13,16% | 804 |
| 65 Autres charges de gestion courante | 1 119 | 1 170 | 1 077 | 1 077 | -7,95% | -93 |
| 66 Charges financières | 39 | 33 | 28 | 28 | -17,47% | -6 |
| 67 Charges exceptionnelles | 572 | 512 | 1 599 | 528 | 3,12% | 16 |
| 014 Atténuation de produits | 4 113 | 4 090 | 3 900 | 3 900 | -4,66% | -190 |
| 68 Dotations aux provisions | | 20 | 20 | 20 | 0,00% | 0 |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 069 | 1 104 | 2 129 | 921 | | |
| = Résultat d'exercice | 105 | 790 | -505 | 566 | | 0 |

L'évolution entre le CA 2021 et 2022 (hors opérations exceptionnelles et opérations d'ordre) :

- les dépenses de fonctionnement ont plus augmenté +6,61% soit + 898 K que les recettes +1,91% soit +290K€

BUDGET GENERAL

Explication sur le résultat et la CAF corrigée 2022

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2022 comptable est négatif : - 505 K€.

En effet, les écritures exceptionnelles des ventes de l'antenne de Seiches (295 K€) et des bâtiments économiques (909 K€) pour transfert au budget annexe développement économique (nettoyage de l'inventaire comptable pour la mise en place de la M57) sont réalisées comme suit :

Recettes de fonctionnement :

- au chapitre 77 : + 1 208 K€ (Titres de cessions au compte 775)

Dépenses de fonctionnement :

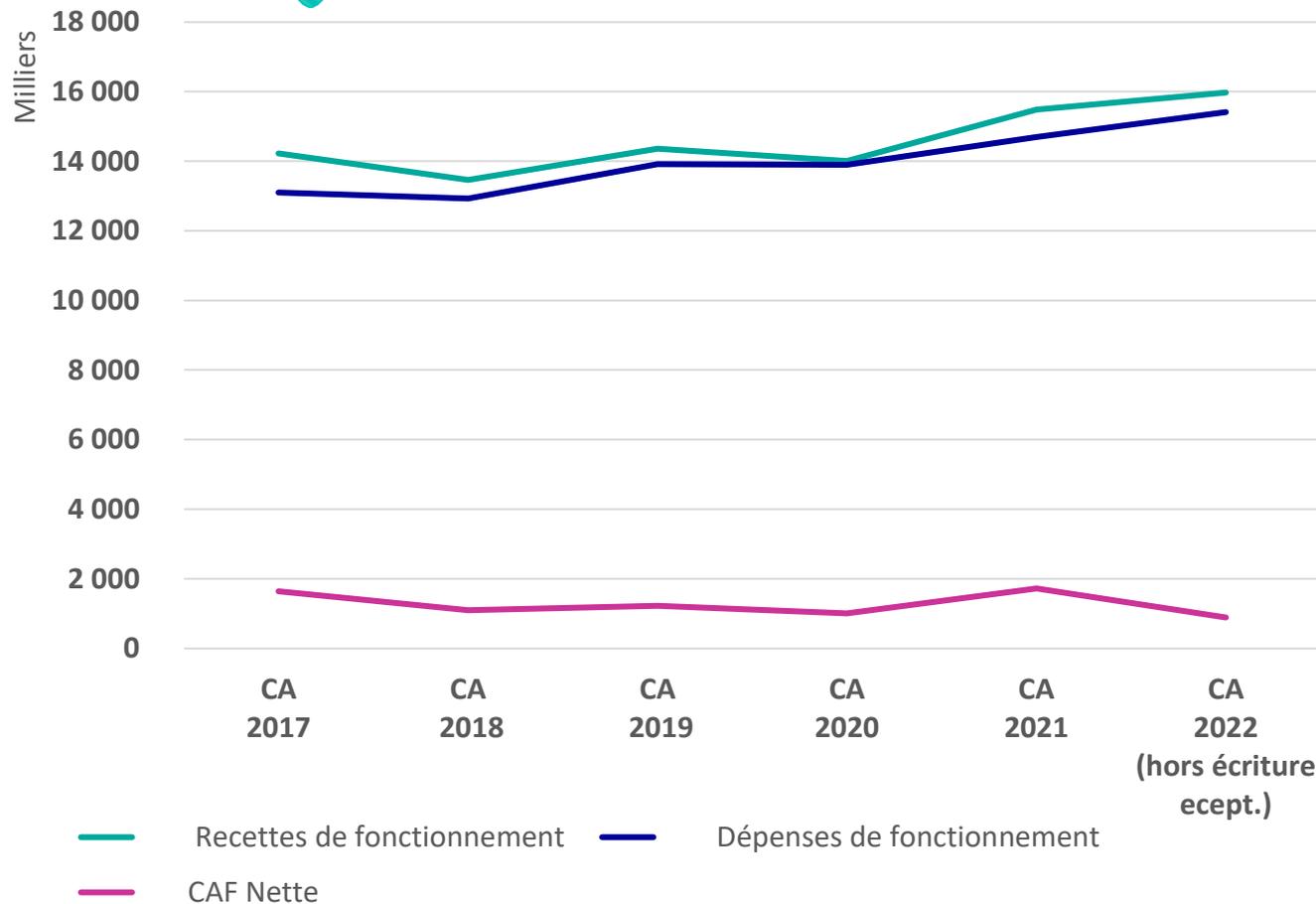
- au chapitre 67 : + 1 071 K€ (subvention exceptionnelle au budget annexe développement économique pour lui permettre de racheter les bâtiments + régularisation TVA)
- au chapitre 042 : + 1 208 K€ (écritures d'ordre de sorties d'actifs des bâtiments qui a également généré une recette d'ordre de même montant en investissement et donc un excédent d'investissement en 2022 de 1 298 K€)

Sans ces écritures exceptionnelles, le résultat comptable corrigé est positif : +566 K€ et la CAF nette corrigée s'élève à + 892 K€

BUDGET GENERAL

Evolution de 2017 à 2022 :

De la section de fonctionnement et de la CAF



Le résultat d'exercice 2022 (hors écritures exceptionnelles) est positif

La CAF corrigée 2022 se maintient à quasi 0,9 M€

BUDGET ANNEXE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Evolution de la CAF depuis 2020 - Capacité de désendettement

| Budget développement économique | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2022 corrigé |
|--|--------------|--------------|--------------|-----------------|
| + Recettes de fonctionnement | 1 007 | 1 754 | 2 551 | 1 642 |
| 70 Produits des services, du domaine et ventes | 45 | 46 | 54 | 54 |
| 74 Dotations, subventions et participations | 0 | 0 | 14 | 14 |
| 75 Autres produits de gestion courante | 401 | 387 | 393 | 393 |
| 77 Produits exceptionnels | 516 | 1 265 | 2 004 | 1 094 |
| 78 Provisions | | | 31 | 31 |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 45 | 57 | 56 | 56 |
| - Dépenses de fonctionnement | 838 | 1 695 | 1 568 | 1 568 |
| 011 Charges à caractère général | 205 | 244 | 337 | 337 |
| 012 Charges de personnel | 0 | 120 | 126 | 126 |
| 65 Autres charges de gestion courante | 18 | 50 | 52 | 52 |
| 66 Charges financières | 109 | 98 | 86 | 86 |
| 67 Charges exceptionnelles | 86 | 9 | 0 | 0 |
| 68 Provisions | 15 | 1 | 14 | 14 |
| 014 Atténuation de produits | 125 | 118 | 111 | 111 |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 279 | 1 054 | 842 | 842 |
| = Résultat d'exercice | 169 | 59 | 983 | 73 |
| + Dotations aux amortissements | 279 | 892 | 808 | 808 |
| + Reprises de subventions et cessions | 45 | 753 | 1 490 | 580 |
| = CAF Brute | 404 | 199 | 301 | 301 |
| + Remboursement capital de la dette | 307 | 350 | 366 | 366 |
| = CAF Nette | 96 | -151 | -65 | -65 |
| Capital des emprunts restant dû au 31/12 | 4 604 | 4 294 | 3 930 | |
| Capacité de désendettement (en année) | 11 | 22 | 13 | |

Le résultat comptable 2022 s'élève à 983 K€.

Le résultat comptable corrigé ne s'élève qu'à 73 K€*

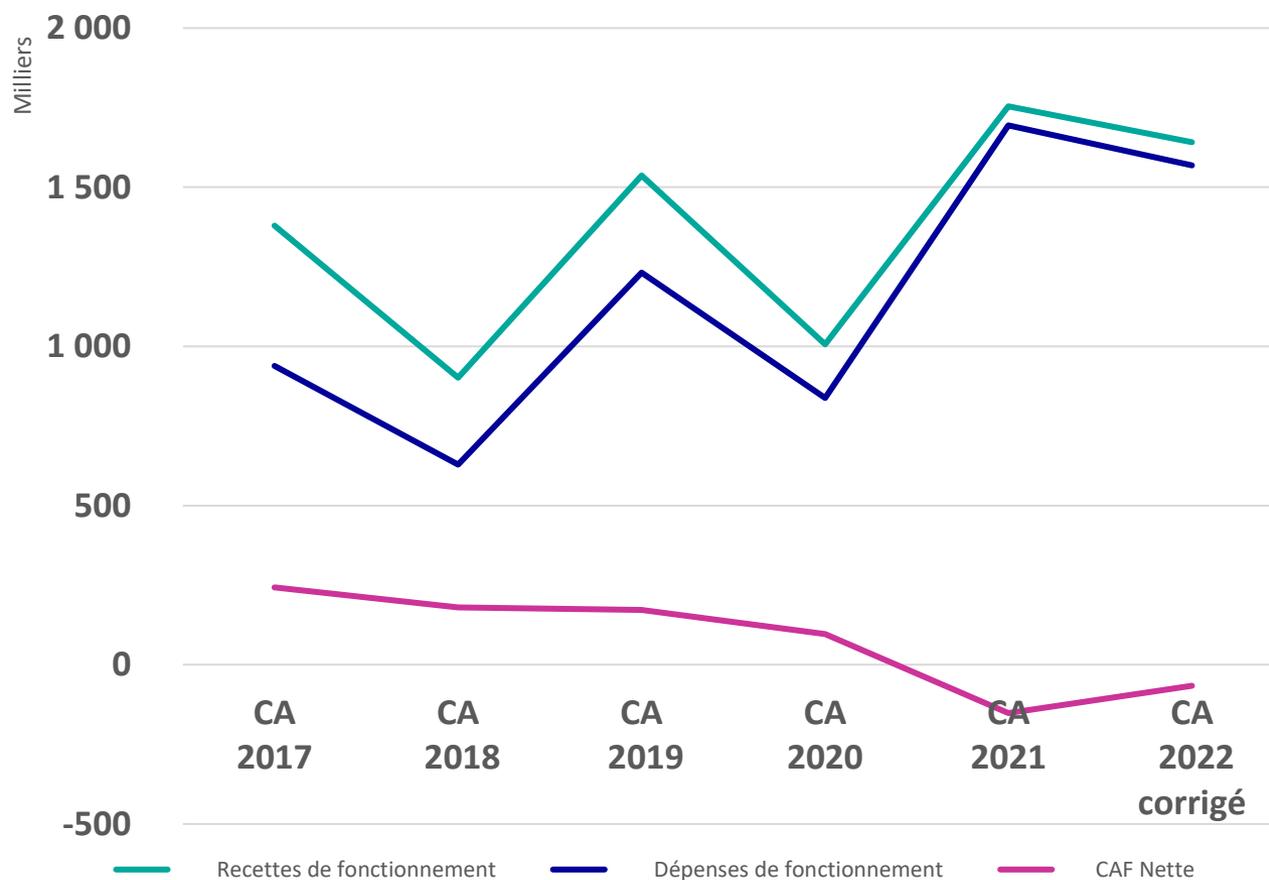
* Dans ce calcul, la subvention exceptionnelle de 909K€ au chapitre 77 versée par le budget général pour lui permettre le rachat des bâtiments n'est pas prise en compte

La capacité de désendettement reste élevée : 13 années

BUDGET ANNEXE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Evolution de 2017 à 2022 :

De la section de fonctionnement et de la CAF



La CAF nette 2022 est de nouveau négative -65 K€ contre -151 K€ en 2021

BUDGET ZONES ARTISANALES

Comptabilité de stocks

| COMMUNES | ZONES ARTISANALES | VALEURS DES STOCKS DE TERRAINS EN K€ AU 31 DECEMBRE 2022 |
|---------------------|-------------------------|--|
| SEICHES | ZA Suzerolle 1 et 2 | 2 215 |
| | ZA Suzerolle 3 | 10 |
| | ZA Suzerolle 4 | 33 |
| | ZA les Mulotières | 41 |
| LÉZIGNÉ | ZA La Robinière | 85 |
| MARCÉ | ZA | 37 |
| CORZÉ | ZA Bourg Joli | -44 |
| JARZÉ | ZA Cormier | 159 |
| | ZA Cormier 2 | 8 |
| CORNILLÉ LES CAVES | ZA des 5 Chemins | 26 |
| DURTAL | ZA Les Ormeaux 2 | 396 |
| | ZA Anjou Actiparc | 1 099 |
| | ZA Pont Ramé | 154 |
| DAUMERAY | ZA Le Grand Clos | 20 |
| MORANNES | ZA La Petite Morinnière | 218 |
| TIERCÉ | ZA LANDES 6 | 50 |
| | ZA LANDES 7 | 0 |
| ÉTRICHÉ | ZA PERRAY 2 | 97 |
| MONTIGNÉ LES RAIRES | ZA | 0 |
| | TOTAL | 4 604 |

Ce budget annexe comptabilise l'activité d'achat/aménagement puis de vente de terrains dans les différentes zones artisanales de la CCALS



A la fin de l'aménagement d'une zone, le budget principal est impacté en cas d'excédent comme en cas de déficit

Trois ventes ont été comptabilisées en 2022 : Sté SAGIL (ZA du Perray) et Sté ALTER ECO + Sté IMMOBILIERE FG (ZA de la Suzerolle) et représentent 1,24 ha

La valeur des stocks de terrains aménagés restant à vendre s'élève à 4,60 M€ au 31 décembre 2022

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Evolution de la CAF depuis 2019 et capacité de désendettement

| Budget assainissement collectif | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|
| + Recettes de fonctionnement | 1 693 | 2 050 | 1 389 | 1 585 |
| 70 Produits des services, du domaine et ventes | 457 | 380 | 246 | 196 |
| 74 Dotations, subventions et participations | 0 | 0 | 62 | 55 |
| 75 Autres produits de gestion courante | 1 009 | 1 426 | 833 | 1 063 |
| 76 Produits financiers | 3 | 15 | 0 | 7 |
| 77 Produits exceptionnels | 0 | 2 | 23 | 4 |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 224 | 226 | 225 | 260 |
| - Dépenses de fonctionnement | 1 515 | 1 726 | 1 531 | 1 276 |
| 011 Charges à caractère général | 470 | 300 | 519 | 346 |
| 012 Charges de personnel | 199 | 157 | 181 | 162 |
| 65 Autres charges de gestion courante | 5 | 0 | 2 | 3 |
| 66 Charges financières | 109 | 97 | 94 | 86 |
| 67 Charges exceptionnelles | 6 | 467 | 9 | 0 |
| 68 Dotations aux provisions | | | 4 | 4 |
| 014 Atténuation de produits | 29 | 18 | 9 | 4 |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 697 | 685 | 713 | 671 |
| = Résultat d'exercice | 179 | 324 | -142 | 309 |
| + Dotations aux amortissements | 697 | 685 | 708 | 675 |
| + Reprises de subventions et cessions | 224 | 226 | 225 | 264 |
| = CAF Brute | 651 | 783 | 341 | 719 |
| + Remboursement capital de la dette | 316 | 320 | 375 | 349 |
| = CAF Nette | 335 | 463 | -34 | 370 |
| Capital des emprunts restant dû au 31/12 | 3 573 | 4 364 | 4 094 | 3 744 |
| Capacité de désendettement (en année) | 5 | 6 | 12 | 5 |

La compétence assainissement confiée par concession à SUEZ a été étendue à Tiercé au 1^{er} janvier 2022

Le résultat d'exercice 2022 est positif (+309 K€).

Deux explications majeures :

- En recettes (chapitre 75) : l'impact sur le seul exercice 2021 de la modification de la périodicité des reversements de la redevance assainissement par la SAUR qui avait engendré une diminution des recettes en 2021, revient à la normale en 2022
- En dépenses (chapitre 011) : une solution technique beaucoup moins coûteuse a permis de réduire les frais de traitement des boues COVID (217 K€ en 2021)

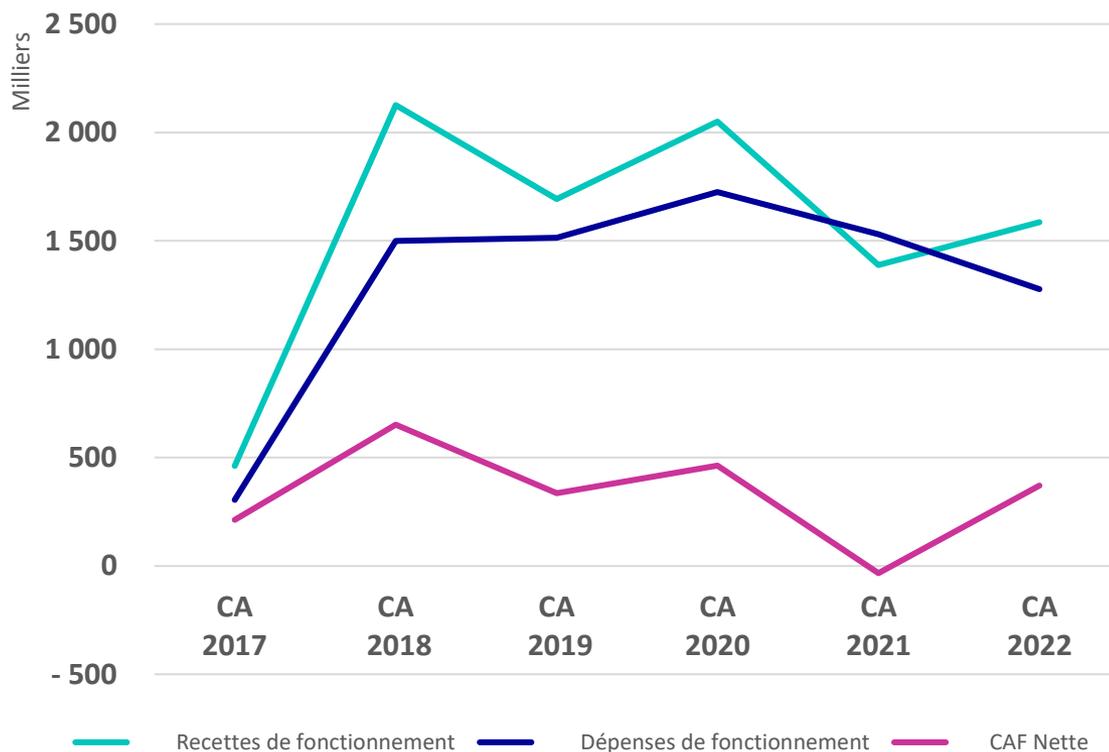
Sous l'effet de l'augmentation des recettes et de la réduction des dépenses, la capacité de désendettement revient au niveau de 2019 compte tenu de l'amélioration de la CAF et de la diminution du capital restant dû

BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Evolution de 2017 à 2022 :

De la section de fonctionnement et de la CAF

Depuis le 1er janvier 2021, la SAUR est l'unique délégataire eau potable sur tout le territoire de la CCALS



Pour rappel, ce budget doit s'autofinancer grâce notamment aux tarifs de la redevance assainissement

La section de fonctionnement doit ainsi générer suffisamment de CAF pour permettre de nouveaux investissements

Le résultat déficitaire 2021 était exceptionnel (décalage dans le versement par la SAUR de la redevance assainissement)

Le résultat 2022 et la CAF reviennent dans les normes des précédents exercices

BUDGET ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)

Evolution des résultats depuis 2019

| Budget assainissement non collectif | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|
| + Recettes de fonctionnement | 83 | 68 | 60 | 99 |
| 70 Produits des services, du domaine et ventes | 77 | 68 | 60 | 99 |
| 75 Autres produits de gestion courante | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 78 Reprise sur provision | | | | 0 |
| - Dépenses de fonctionnement | 81 | 73 | 58 | 96 |
| 011 Charges à caractère général | 37 | 32 | 22 | 61 |
| 012 Charges de personnel | 43 | 42 | 36 | 35 |
| 65 Autres charges de gestion courante | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 68 Dotations aux provisions | | | 0 | 0 |
| = Résultat d'exercice | 2 | -5 | 2 | 3 |
| + Resultat antérieur | 5 | 7 | 2 | 4 |
| = Résultat cumulé de fonctionnement | 7 | 2 | 4 | 7 |

Le budget SPANC est un budget uniquement de fonctionnement qui doit s'autofinancer

L'augmentation du volume des dépenses et des recettes s'explique par une importante augmentation du nombre de contrôle de bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif réaliser en 2022

Le résultat cumulé de fonctionnement s'élève à 7 K€ à fin 2022

**Données
Financières
Prospectives
(en K€)**



Le référentiel budgétaire et comptable M57

Une simplification des virements de crédits de chapitre à chapitre

La nouvelle nomenclature comptable M57 s'appliquera en 2023 à tous nos budgets sauf les budgets assainissement collectif et non collectif qui restent votés selon la nomenclature M49 (applicable aux services industriels et commerciaux)

Le nouveau référentiel M57 élargit la fongibilité (Art. L5217-10-6 du CGCT) permet à l'assemblée :

- dans une limite fixée à l'occasion du vote du budget
- et ne pouvant dépasser 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections,

de déléguer à l'ordonnateur la faculté de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, **à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.**



Il conviendra lors du vote du BP 2023 de déterminer ce taux
(si taux maximum 7,5 % = 615 k€ de virements de crédits possibles de chapitre à chapitre hors RH)

Budget général

(prospective de fonctionnement 2023)

Les recettes prévisionnelles 2023 tiennent notamment compte d'une éventuelle augmentation des taux de fiscalité (3% au lieu de 2% pour la TFB (+ 291 K€) – voir slides 29 et 31

Au global, les recettes de fonctionnement augmentent de 5% par rapport au BP2022+DM1

| | CA 2021 | BP 2022 + DM1 | CA 2022 | CA 2022 corrigé | BP 2023 PROJET (M14) | BP 2023 dont projet territoire | BP2023 / BP2022+ DM1 EN % |
|---|---------------|------------------------|---------------|-----------------------|--------------------------------|--|---------------------------------------|
| RECETTES | 15 483 | 15 561 | 17 181 | 15 973 | 16 321 | 148 | 5% |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 3 302 | 3 220 | 3 132 | 3 132 | 3 355 | 1 | 4% |
| 73 - Impôts et taxes | 7 107 | 7 272 | 7 905 | 7 905 | 8 086 | | 11% |
| 74 - Dotations, subv., participations | 4 478 | 4 414 | 4 233 | 4 233 | 4 318 | 147 | -2% |
| 75 - Autres produits gestion | 292 | 59 | 70 | 70 | 54 | | -9% |
| 77 - Produits exceptionnels | 214 | 73 | 1 301 | 93 | 5 | | -93% |
| 78 - Reprises sur provisions | | 20 | 20 | 20 | 20 | | 0% |
| 013 - Atténuations de charges | 58 | 53 | 53 | 53 | 33 | | -37% |
| 042 - Opérations d'ordre | 32 | 450 | 466 | 466 | 450 | | |

Budget général

(prospective de fonctionnement 2023)

Une augmentation prévisionnelle des dépenses 2023 de 3% par rapport aux crédits du BP 2022 + DM1

Il est proposé au chapitre 67 une diminution de la subvention à verser au budget annexe développement économique de -300 k€ (soit 200 K€ au lieu de 500 K€)

Grâce à l'excédent de fonctionnement des exercices antérieurs de 6,5 M€, il sera possible d'équilibrer la section (cf résultat cumulé de fonctionnement page 31)

Les seuls crédits du projet de territoire détaillés ci-après génèrent une charge de 620 K€ sur le budget de fonctionnement 2023

| | CA 2021 | BP 2022 + DM1 | CA 2022 | CA 2022 corrigé | BP 2023 PROJET (M14) | BP 2023 dont projet territoire | BP2023 / BP2022+ DM1 EN % |
|---|---------------|---------------|---------------|-----------------|----------------------|--------------------------------|---------------------------|
| DEPENSES | 14 692 | 16 213 | 17 686 | 15 407 | 16 772 | 768 | 3% |
| 011 - Charges à caractère général | 1 652 | 2 516 | 2 019 | 2 019 | 2 690 | 361 | 7% |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 6 110 | 6 671 | 6 915 | 6 915 | 7 497 | 382 | 12% |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 1 170 | 1 142 | 1 077 | 1 077 | 1 163 | 25 | 2% |
| 66 - Charges financières | 33 | 30 | 28 | 28 | 22 | | -26% |
| 67 - Charges exceptionnelles | 512 | 695 | 1 599 | 528 | 203 | | -71% |
| 68 - Dotations aux provisions | 20 | 20 | 20 | 20 | 15 | | -25% |
| 014 - Atténuations de produits | 4 090 | 4 140 | 3 900 | 3 900 | 4 082 | | -1% |
| 042 - Opérations d'ordre | 1 104 | 1 000 | 2 129 | 921 | 1 100 | | |
| RÉSULTAT D'EXERCICE | 790 | -652 | -505 | 566 | -451 | -620 | |

| IMPACT DU PROJET DE TERRITOIRE SUR LE BP 2023 EN K€ | DEPENSES | RECETTES | CHARGE |
|---|-----------------|-----------------|---------------|
| RESSOURCES HUMAINES dont | 382 | 82 | 300 |
| Reprise en régie de l'office du tourisme (transfert du chapitre 011) | 62 | | 62 |
| Renforcement du service lecture publique | 132 | 37 | 95 |
| Création poste informaticien | 46 | | 46 |
| Renfort sur le service assainissement | 44 | | 44 |
| Poste PCAET (impact supplémentaire année pleine) | 13 | 10 | 3 |
| Postes service proximité sociale (impact supplémentaire année pleine) | 86 | 34 | 52 |
| ENFANCE-JEUNESSE | 25 | 18 | 7 |
| Espace jeunes à Tiercé | 8 | 9 | -1 |
| Maison des adolescents | 17 | 9 | 8 |
| SOCIAL | 60 | 20 | 40 |
| Animation POP ID | 20 | | 20 |
| Diagnostic territorial du contrat local de santé | 40 | 20 | 20 |
| LECTURE PUBLIQUE | 18 | 15 | 3 |
| Intégration des bibliothèques de Marcé et Montreuil | 15 | | 15 |
| Contrat territoire lecture | 3 | 15 | -12 |
| AMENAGEMENT | 55 | 0 | 55 |
| Etude gestion terrains pour les gens du voyage | 30 | | 30 |
| Actions Habitat | 20 | | 20 |
| Subventions pour actions en faveur du logement | 5 | | 5 |
| ENVIRONNEMENT | 216 | 14 | 202 |
| Plan de prévention risque inondation (PAPI) | 24 | 10 | 14 |
| Projet Alimentaire Territorial - études | 21 | | 21 |
| Mobilités (animations opération se déplacer autrement) | 48 | | 48 |
| Plateforme de Rénovation énergétique | 60 | | 60 |
| Energies renouvelable et collectif citoyen | 43 | 4 | 39 |
| Subvention déploiement bornes de recharges schéma SIRVE du SIEML | 20 | | 20 |
| TOURISME | 12 | 0 | 12 |
| TOTAL | 768 | 148 | 620 |

| Budget général - Plan pluriannuel d'investissement 2023 | AUTORISATION DE PROGRAMME | DÉPENSES BP 2023 PROJET | DÉPENSES BP 2024 PROJET | DÉPENSES BP 2025 PROJET | DÉPENSES BP 2026 PROJET | RECETTES BP 2023 PROJET | RECETTES BP 2024 PROJET | RECETTES BP 2025 PROJET |
|--|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 1 913 | 1 025 | 1 188 | 509 | | 181 | | |
| 12-AMENAGEMENT ESPACE | 1 913 | 485 | 1 188 | 509 | | 50 | | |
| Dont GENS DU VOYAGE | 1 913 | 216 | 1 188 | 509 | | | | |
| 31-CHEMINEMENTS PEM | | 284 | | | | 48 | | |
| 25-TOURISME | | 256 | | | | 83 | | |
| PATRIMOINE BATI | 7 929 | 803 | 3 357 | 3 495 | 650 | 142 | 489 | 1 770 |
| 10-BATIMENTS | 6 619 | 111 | 2 542 | 3 350 | 650 | | 338 | 1 688 |
| Dont ACCUEIL DE LOISIRS SEICHES | 2 770 | 30 | 1 340 | 1 400 | | | 180 | 976 |
| Dont ACCUEIL DE LOISIRS TIERCE | 2 350 | 38 | 1 120 | 1 200 | | | 158 | 711 |
| Dont BATIMENTS SERV. TECH. | 330 | | 30 | 300 | | | | |
| Dont SIEGE TIERCE | 1 169 | 17 | 52 | 450 | 650 | | | |
| 26- BATIMENTS PETITE ENFANCE | 1 310 | 625 | 815 | 145 | | 142 | 151 | 83 |
| Dont CC SEICHES | 815 | 310 | 505 | | | 51 | 119 | 51 |
| Dont MC LEZIGNE | | 216 | 0 | | | 90 | | |
| Dont MC CHEFFES | 495 | 40 | 310 | 145 | | | 32 | 32 |
| Dont MA TIERCE | | 36 | | | | | | |
| LOGISTIQUE | | 487 | | | | 30 | | |
| 15-MATERIEL TRANSPORT | | 219 | | | | 30 | | |
| 16-MATERIEL ENFANCE/JEUNESSE | | 35 | | | | | | |
| 29-MATERIEL PETITE ENFANCE | | 19 | | | | | | |
| 27-MATERIEL ET OUTILLAGE | | 8 | | | | | | |
| 23-COMMUNICATION TERRITOIRE | | 63 | | | | | | |
| 28-MATERIEL BUREAU et INFOR. | | 143 | | | | | | |

Compte tenu de l'excédent reporté de 8,566 M€, il reste des crédits non affectés de 4 M€ au BP 2023



BUDGET GÉNÉRAL

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2023

Le tableau précédent mentionne les autorisations de programme (AP) proposées au vote en 2023.

Les AP constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement d'un investissement. Grâce aux AP, il n'est plus nécessaire d'inscrire dans un seul et même budget la totalité du coût d'un projet qui sera réalisé sur plusieurs années.

Les principaux investissements proposés en 2023 et suivants sont :

- Aménagement terrains d'accueil pour les gens du voyage
- Accueil de loisirs de Seiches et Tiercé
- Crèche de Seiches, Lézigné et Cheffes
- Siège CCALS et bâtiment services techniques
- Jeux extérieurs de Malagué
- Etudes et acquisitions foncières pour la liaison cyclable Etriché – Chateauneuf sur Sarthe et les poles d'échanges multimodaux

Par ailleurs, un fonds de concours à verser au Département de 2 M€ pour le financement de la déviation Nord à Seiches sur le Loir sera proposé au BP 2023 en opérations financières. La commune de Seiches contribuera également à ce projet à hauteur de 10% du reste à charge.

Budget annexe Développement économique

| Budget développement économique | CA 2021 | BP 2022 + REPORTS + DM1 | CA 2022 | BP 2023 (projet) | EVOLUTION BP 2023/BP2022 (hors op ordre) |
|--|-----------|-------------------------|------------|------------------|--|
| + Recettes de fonctionnement | 1 754 | 1 089 | 2 551 | 821 | -29% |
| 70 Produits des services, du domaine et vent | 46 | 43 | 54 | 48 | 12% |
| 74 Dotations, subventions et participations | 0 | 50 | 14 | 68 | 35% |
| 75 Autres produits de gestion courante | 387 | 330 | 393 | 406 | 23% |
| 77 Produits exceptionnels | 1 265 | 596 | 2 004 | 200 | -66% |
| 78 Provisions | 0 | 0 | 31 | 0 | |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre se | 57 | 70 | 56 | 100 | |
| - Dépenses de fonctionnement | 1 695 | 1 333 | 1 568 | 1 290 | -7% |
| 011 Charges à caractère général | 244 | 492 | 337 | 481 | -2% |
| 012 Charges de personnel | 120 | 130 | 126 | 145 | 12% |
| 65 Autres charges de gestion courante | 50 | 57 | 52 | 51 | -9% |
| 66 Charges financières | 98 | 90 | 86 | 85 | -6% |
| 67 Charges exceptionnelles | 9 | 25 | 0 | 15 | -40% |
| 68 Provisions | 1 | 15 | 14 | 0 | -100% |
| 014 Atténuation de produits | 118 | 125 | 111 | 113 | -10% |
| 022 Dépenses imprévues | 0 | 20 | 0 | 0 | |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre se | 1 054 | 380 | 842 | 400 | |
| == Résultat d'exercice | 59 | -244 | 983 | -469 | |

Une section de fonctionnement 2023 prévisionnelle :
- 7 % de dépenses
- 29 % en recettes compte tenu d'une proposition de réduction de la subvention du budget général (200 K€ au lieu de 500 K€)

Le déficit prévisionnel 2023 sera comblé cette année par l'excédent brut de fonctionnement 2022 de 1 683 K€ (cf résultat de fonctionnement cumulé slide 32) dont 1 108 K€ seront reportés en section de fonctionnement 2023

Budget annexe développement économique

- Finalisation de l'atelier relais à Etriché
- Étude et esquisses du projet mixant économie et social sur la polarité de la gare de Tiercé (15 K€)

Le service économie a lancé courant 2022 une étude visant la CCALS à se doter d'un schéma de développement économique. Praxidev cabinet d'études spécialisé dans cette thématique accompagne la CCALS.

Cette étude arrivera à son terme d'ici juillet 2023. il en résultera une priorisation des actions à mener mixant à la fois des projets d'investissement ainsi que des actions très opérationnelles.

Il s'agira de pouvoir réaliser un plan pluriannuel d'investissement sur la suite du mandat

Les projets en investissement

ZA des 5 chemins à Cornillé les caves : 298 K€

ZA du grand Clos à Daumeray : 222 K€

ZA des Landes VI à Tiercé : 270 K€

Acquisitions foncières :
Quartier de la gare à Tiercé : 190 K€
Zone de la Blaisonnaire à Seiches : 130 K€

Acquisitions foncières Zone de l'Aurore :
533 K€ en reports (actes signés)
466 K€ (nouveaux crédits 2023)

Budgets annexes

Zones artisanales

Et

Aurore

**Les principaux
projets envisagés**

**Les prix de vente des
parcelles seront définis
en fonction des coûts
réels**

Budget Assainissement collectif

Prospective de fonctionnement 2023

Une diminution prévisionnelle des dépenses et des recettes de fonctionnement de -4%

Le déficit 2023 sera comblé cette année par l'excédent brut de fonctionnement 2022 de 1 711 K€ (cf résultat de fonctionnement cumulé slide 32) dont 1 546 K€ seront reportés en section de fonctionnement 2023

| Budget assainissement collectif | CA 2021 | BP 2022 avec reports | CA 2022 | BP 2023 avec reports Proposé | Evolution BP2023/ BP2022 |
|--|-------------|----------------------|------------|------------------------------|--------------------------|
| + Recettes de fonctionnement | 1 389 | 1 763 | 1 585 | 1 700 | -4% |
| 70 Produits des services, du domaine et ve | 246 | 189 | 196 | 219 | 16% |
| 74 Dotations, subventions et participation | 62 | 181 | 55 | 0 | -100% |
| 75 Autres produits de gestion courante | 833 | 1 132 | 1 063 | 1 201 | 6% |
| 77 Produits exceptionnels | 23 | 10 | 7 | 0 | -100% |
| 78 Reprise sur provisions | | | 4 | 0 | |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre | 225 | 250 | 260 | 280 | 12% |
| - Dépenses de fonctionnement | 1 531 | 1 924 | 1 276 | 1 851 | -4% |
| 011 Charges à caractère général | 519 | 848 | 346 | 694 | -18% |
| 012 Charges de personnel | 181 | 225 | 162 | 274 | 22% |
| 65 Autres charges de gestion courante | 2 | 2 | 3 | 6 | 175% |
| 66 Charges financières | 94 | 90 | 86 | 85 | -6% |
| 67 Charges exceptionnelles | 9 | 25 | 0 | 35 | 40% |
| 68 Dotations aux provisions | 4 | 4 | 4 | 2 | -50% |
| 014 Atténuation de produits | 9 | 0 | 4 | 5 | |
| 022 Dépenses imprévues | 0 | 30 | 0 | 30 | 0% |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre | 713 | 700 | 671 | 720 | 3% |
| == Résultat d'exercice | -142 | -161 | 309 | -151 | |



BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2023

issu du schéma directeur

- Un complément d'AP sera proposé pour la construction de la STEP de Seiches sur le Loir (600 K€), ce qui portera l'AP votée en 2020 a un total de 3,1M€ (à fin 2022, 217,5 K€ ont été dépensés)
- Une nouvelle AP de 1,44 M€ sera également proposé pour les réseaux de Seiches sur le Loir (Rues Henri Régnier, Rabières, grands champs, Pasteur et RD323).

La répartition des crédits de paiement par année serait la suivante (en K€) :

| AP | Compl. AP | Libellé | BP 2023 | BP 2024 | BP 2025 |
|-------|-----------|--|---------|---------|---------|
| 2 500 | 600 | CONSTRUCTION DE LA STEP DE SEICHES SUR LE LOIR | 283 | 1 701 | 898 |
| 1 440 | | TRAVAUX RESEAUX DE SEICHES SUR LE LOIR (rues Henri Régnier/Rabières/Grands Champs/Pasteur/RD323) | 322 | 483 | 287 |



BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2023

issu du schéma directeur

Les principales autres opérations d'investissement 2023 sont les suivantes :

- **Construction de la STEP de Cornillé les caves « laiterie » : 230 K€ (hors maîtrise d'œuvre)**
- **Travaux sur les réseaux de Jarzé (rue des Brétignoles), Chaumont (rues des lavoirs et des vignes), Beauvau (rue Tranchardière) et Tiercé (impasse Marigny) : 446 K€**
- **Maitrise d'œuvre pour les réseaux de Morannes (rues saulnaie, du pont et grande rue) et Durtal (rue des déportés, avenue d'Angers) : 47 K€ puis inscription des travaux en 2024 pour 395 K€**
- **Maitrise d'œuvre pour les réseaux de Jarzé (Grande rue et RD766) : 16 K€ puis inscription des travaux en 2024 pour 145 K€**

Budget annexe Assainissement non collectif

| Budget assainissement non collectif | CA 2021 | BP 2022 | CA 2022 | BP 2023 projet |
|--|------------|------------|------------|----------------------|
| + Recettes de fonctionnement | 60 | 77 | 99 | 100 |
| 70 Produits des services, du domaine et ventes | 60 | 68 | 99 | 99 |
| 74 Dotations, subventions et participations | 0 | 9 | 0 | 0 |
| = Dépenses de fonctionnement | 58 | 81 | 96 | 107 |
| 011 Charges à caractère général | 22 | 34 | 61 | 57 |
| 012 Charges de personnel | 36 | 44 | 35 | 44 |
| 67 Charges exceptionnelles | 0 | 1 | 0 | 2 |
| 022 Dépenses imprévues | 0 | 2 | 0 | 4 |
| = Résultat d'exercice | 2 | -4 | 3 | -7 |
| + Resultat antérieur | 2 | 4 | 4 | 7 |
| = Résultat cumulé de fonctionnement | 4 | 0 | 7 | 0 |

Le budget 2023 est construit notamment sur la base de la réalisation de 600 contrôles de bon fonctionnement.

Il tient compte en dépenses de l'augmentation des tarifs des nouveaux marchés et en recettes des tarifs 2023 ajustés en conséquence

Structuration de la dette au 31/12/2022

Tous budgets

Aucun nouvel emprunt contracté en 2022

En 2022, la CCALS a accordé sa garantie à hauteur de 50% pour un emprunt de 250 K€ contracté par ALTER ECO auprès du Crédit Agricole Anjou Maine pour le financement du projet immobilier de la Sté DVV (ZA de la Suzerolle à Seiches)

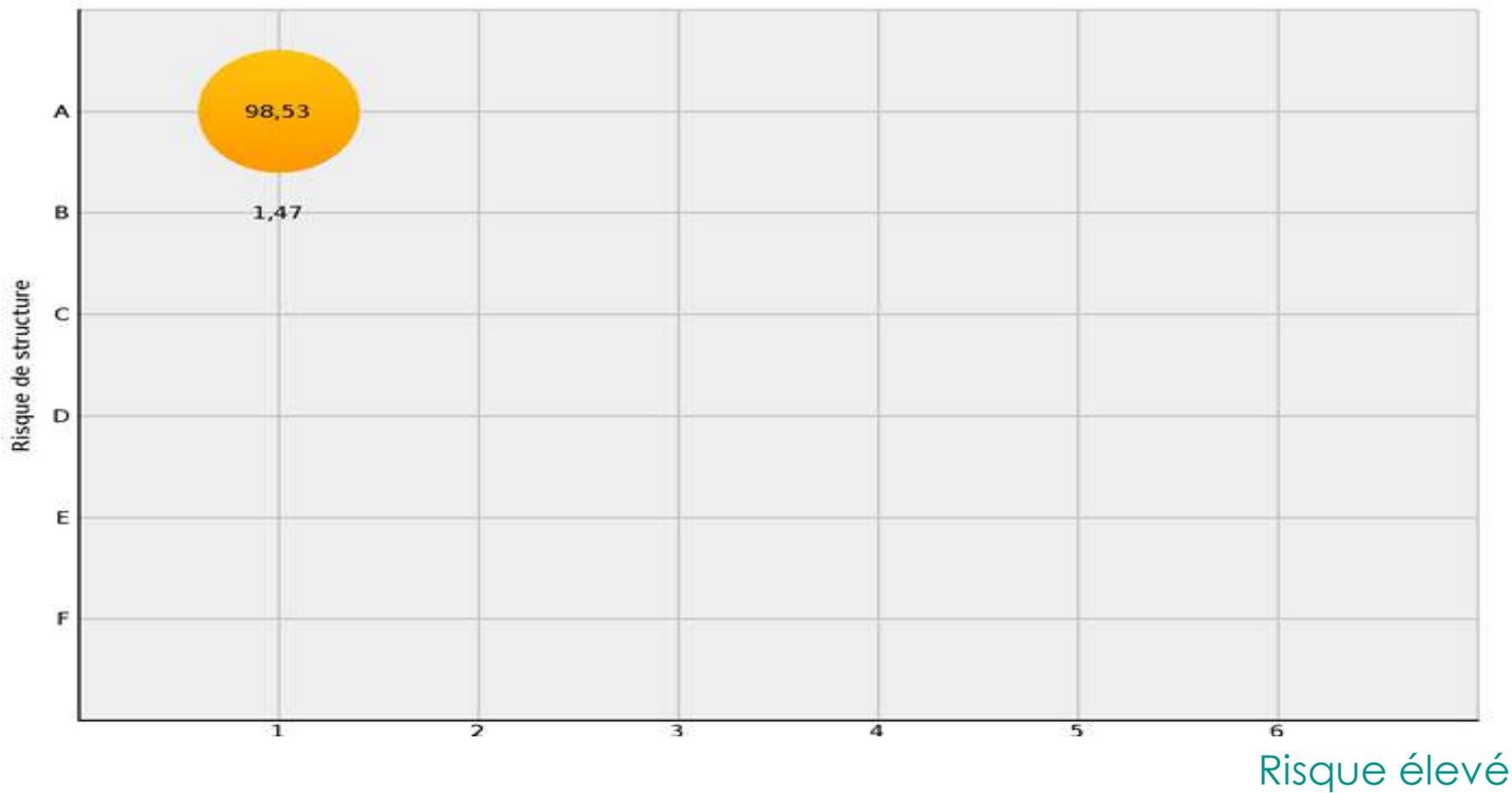
| Type | Capital Restant Dû | % d'exposition | Taux moyen (ExEx,Annuel) |
|-----------------------------|--------------------|-----------------|--------------------------|
| Fixe | 8 999 k€ | 93,41 % | 2,14 % |
| Variable couvert | 33 k€ | 0,34 % | 3,64 % |
| Variable | 261 k€ | 2,71 % | 3,80 % |
| Livret A | 199 k€ | 2,06 % | 2,95 % |
| Barrière | 141 k€ | 1,47 % | 4,29 % |
| Ensemble des risques | 9 634 k€ | 100,00 % | 2,24 % |

Répartition de l'encours
en K€ au 31/12/2022
par budget

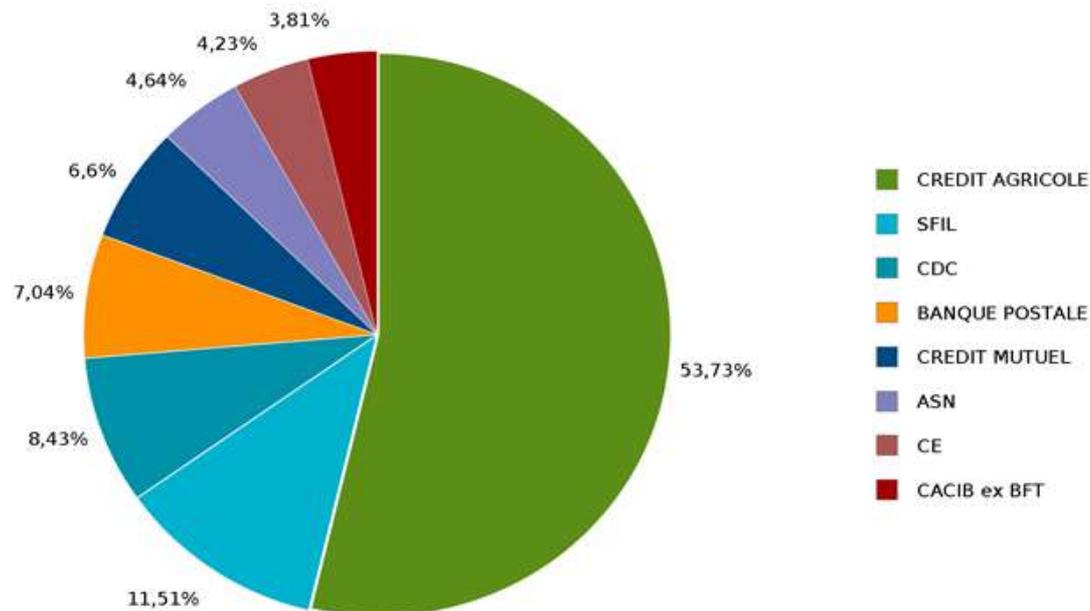
| | |
|-------------------------------------|--------------------|
| DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 3 930 |
| ASSAINISSEMENT COLLECTIF | 3 666 * |
| AUORE ZONES ARTISANALES | 950 599 |
| PRINCIPAL | 489 |

* Hors prêt au CRD de 78 K€ à rembourser à Montreuil sur Loir

Dette par type de risque (avec dérivés)
Encours par budget



| Prêteur | Capital Restant Dû | % du CRD | Disponible (Revolving) |
|---------------------------------------|--------------------|-----------------|------------------------|
| CREDIT AGRICOLE | 5 177 K€ | 53,73 % | |
| SFIL CAFFIL | 1 109 K€ | 11,51 % | |
| CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 812 K€ | 8,43 % | |
| BANQUE POSTALE | 678 K€ | 7,04 % | |
| CREDIT MUTUEL | 636 K€ | 6,60 % | |
| Agence de l'eau Seine Normandie | 447 K€ | 4,64 % | |
| CAISSE D'EPARGNE | 408 K€ | 4,23 % | |
| CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE | 367 K€ | 3,81 % | 0.00 € |
| Ensemble des prêteurs | 9 634 K€ | 100,00 % | - |



Dette par prêteur

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2031 |
|-------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Encours moyen | 9 788 K€ | 9 094 K€ | 8 098 K€ | 7 109 K€ | 6 138 K€ | 2 581 K€ |
| Capital payé sur la période | 1 005 K€ | 998 K€ | 994 K€ | 986 K€ | 952 K€ | 578 K€ |
| Intérêts payés sur la période | 224 K€ | 209 K€ | 185 K€ | 157 K€ | 130 K€ | 49 K€ |
| Taux moyen sur la période | 2,20 % | 2,21 % | 2,17 % | 2,08 % | 1,98 % | 1,80 % |

Dettes par année en K€

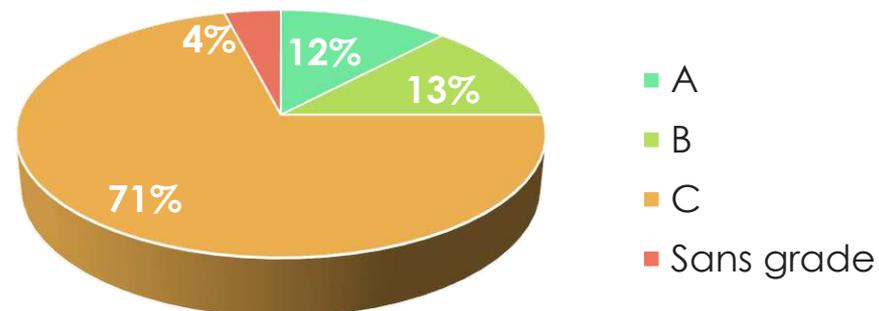
RESSOURCES HUMAINES

LES EFFECTIFS au 31/12/2022

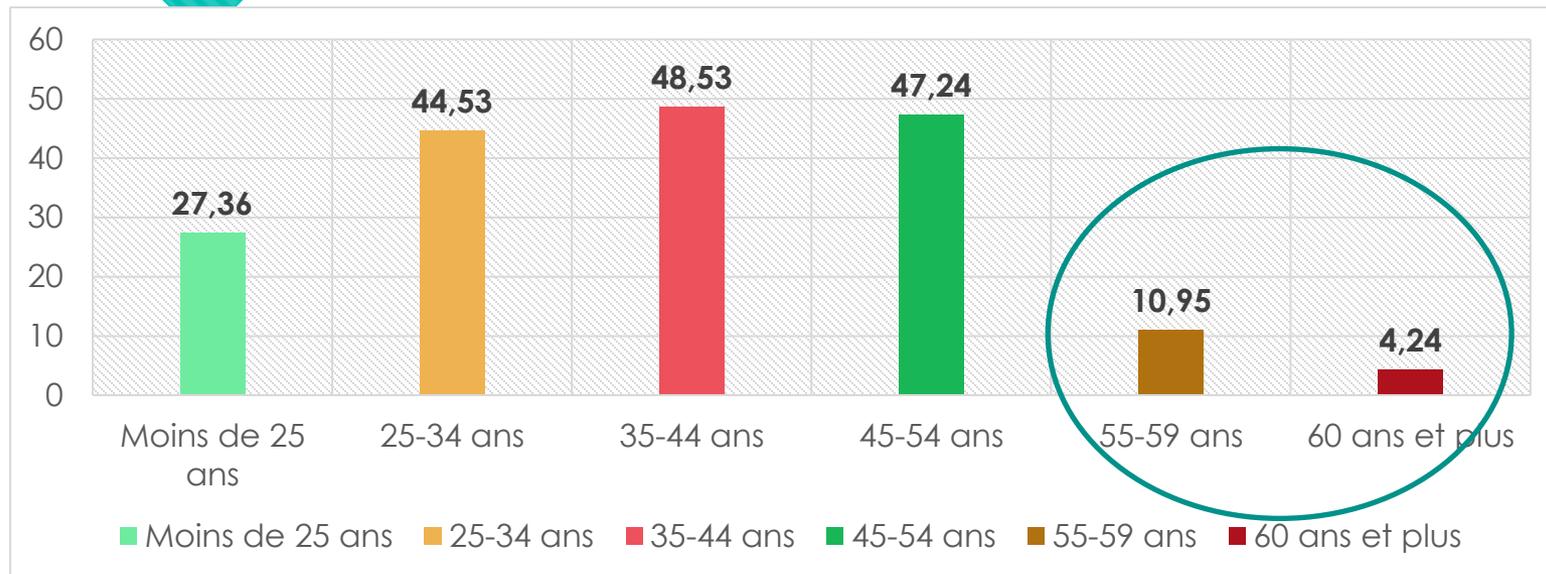
221 agents

| | 31/12/2021 | 31/12/2022 |
|------------------------------|------------|------------|
| Postes permanents | 137 | 139 |
| Dont fonctionnaires | 105 | 112 |
| Dont non titulaires | 32 | 27 |
| Postes non permanents | 70 | 82 |

- **3 départs en retraite en 2022**
- **1 départ en retraite programmé en 2023**
- **13 agents en disponibilités ou congé parental**



La pyramide des âges en ETP au 31/12/2022



La pyramide des âges fait apparaître **15,19 ETP** de 55 ans et plus correspondant à **17 agents**. Les enjeux immédiats de départs à la retraite portent sur **4,24 ETP** ayant plus de 60 ans au sein des services. 1 agent seulement ont émis le souhait de prendre sa retraite en 2023 - La moyenne d'âge est de 38 ans.



Le temps de travail

Durée légale

| | |
|---|------------------------------|
| Nombre de jours travaillés (365 jours/an – 104 jours de repos hebdomadaires/an – 25 jours de congés annuels – 8 jours fériés en moyenne/an) | 228 jours |
| Nombre d'heures par jour | 7 h |
| Nombre d'heures par an | 1596 h arrondies à 1600 h |
| Journée de solidarité | 7h |
| Durée annuelle de travail effectif | 1 607 h |



L'absentéisme

| Absences 2022 | Nombre de personnes | Nombre de jours | % |
|---------------------------------------|---------------------|-----------------|--------|
| Maladie ordinaire - opération | 106 | 2 347 | 53,74% |
| Maladie ordinaire (COVID 19) | 94 | 780 | 17,86% |
| Congé pour grave maladie | 2 | 293 | 6,71% |
| Hospitalisation | 8 | 14 | 0,32% |
| Accident du travail - trajet | 7 | 119 | 2,72% |
| Maternité - Paternité | 9 | 814 | 18,64% |

Le nombre de jours d'absence sur l'année 2022 est de **4 367 jours** et correspond à **150 personnes (97 permanents et 53 non permanents)**

En 2021, le nombre de jours d'absence était de **4 595 jours**



Les orientations 2023 sur la politique RH

Poursuivre la mise en œuvre de la politique de gestion prévisionnelle des ressources humaines engagée depuis la fusion, en fonction du projet de territoire

Agir en faveur des agents territoriaux via :

- **la reconnaissance des mérites au travers des avancements de grade et de promotions internes**
- **une politique sociale favorable : Régime indemnitaire (RIFSEEP), avantages liés au CNAS, protection statutaire (prévoyance – mutuelle santé)**
- **la poursuite d'une politique d'accompagnement en faveur des travailleurs en situation de handicap**
- **L'approfondissement de la prévention (formations, mise à jour du document unique)**



Les orientations financières RH pour 2023

Les principales évolutions pour 2023 qui seront détaillées lors de la présentation du BP 2023

- Les dépenses incompressibles, obligatoires (Impact des augmentations successives du SMIC en 2022, de la valeur du points au 01/07/2022, de la bonification indiciaire au 01/01/2022 + l'augmentation du smic au 01/01/2023 de 1,80 % : **+ 290 174€ par rapport à 2022**
- Les recrutements programmés dans le cadre du projet de territoire (détail lors du vote du BP 2023) : **+ 381 513€ par rapport à 2022**
- Non renouvellement de l'assurance contre les risques statutaires : **-100 000 € par rapport à 2022**
- Les recrutements programmées dans le cadre du projet de territoire bénéficient de subvention à percevoir sur 2023 : **+ 81 520 €**